YouTube s’excuse officiellement pour toute la censure politique injuste mise en œuvre sous pression de l’administration Biden. L’entreprise s’engage pour la liberté d’expression et critique l’UE de ce point de vue

23/09/2025 à 17h57



Watch the latest video at foxnews.com

> *YouTube also:*
>
> *-Admits the Biden Admin censorship pressure was “unacceptable and wrong”*
>
> *-Confirms that the Biden Admin wanted Americans censored for speech that did not violate YouTube’s policies*
>
> *-Details when YouTube began rolling back its censorship policies on political…*

> — Rep. Jim Jordan (@Jim_Jordan) September 23, 2025

EN EXCLUSIVITÉ SUR FOX : Google s'est engagé mardi à offrir aux comptes YouTube définitivement bannis pour des propos politiques la possibilité d'être réactivés, et le géant technologique a admis avoir subi des pressions de la part de l'administration Biden pour supprimer des contenus liés au COVID-19.
Google a détaillé ce revirement remarquable dans un document, obtenu en exclusivité par Fox News Digital, qu'un avocat de la société a remis à la commission judiciaire de la Chambre des représentants.

[…]

Les révélations de Google font suite à une enquête menée depuis plusieurs années par la commission, sous l'égide des républicains, sur les grandes entreprises technologiques, dont Google, qui ont censuré et supprimé de leurs plateformes des contenus liés à la COVID-19, aux élections de 2020 et à Hunter Biden.

[…]

Outre les concessions en matière de censure, Google a également critiqué la loi sur les services numériques et la loi sur les marchés numériques de l'Union européenne et a déclaré à la commission judiciaire de la Chambre des représentants qu'elle resterait « vigilante » face aux obligations légales imposées par d'autres pays.

Les lois européennes ont fait l'objet d'un examen bipartite au Congrès, qui craint que les lois étrangères n'obligent les grandes entreprises technologiques à se conformer à des réglementations plus strictes et à renforcer la modération des contenus d'une manière qui pourrait affecter les utilisateurs américains. Google a reconnu mardi que les lois européennes «

imposent une charge réglementaire disproportionnée aux entreprises américaines ».

Fox News